

Étude des crédits 2018-2019

Renseignements généraux de l'opposition officielle

Société québécoise de récupération et de recyclage
(RECYC-QUÉBEC)

Avril 2018

QUESTION GÉNÉRALE N° 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - a. les détails de ces ententes;
 - b. les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

ENDROIT	DU	AU	Personne participante	BUT DU VOYAGE	COÛT
Paris, France	24-06-2017	01-07-2017	Dany Michaud	Participation à l'événement de la 3-ème assise sur l'économie circulaire de l'ADEME (27 et 28 juin 2017), une partie du voyage assumée par ADEME	724 \$
Paris, France	24-06-2017	01-07-2017	Sonia Gagné	Participation à l'événement de la 3-ème assise sur l'économie circulaire de l'ADEME (27 et 28 juin 2017)	3 125 \$
Calgary, Alberta	17-09-2017	21-09-2017	Sophie Taillefer	Conférencière à la Conférence annuelle du Conseil canadien du compostage (CCC)	1 690 \$
Halifax, Nouvelle-Écosse	02-10-2017	04-10-2017	Sonia Gagné	Participation à la rencontre annuelle des membres du Conseil d'administration de l'Association canadienne des agences gouvernementales de recyclages de pneus (CATRA).	1 100 \$
Halifax, Nouvelle-Écosse	02-10-2017	04-10-2017	Louis Gagné	Participation à la rencontre annuelle des membres du Conseil d'administration de l'Association canadienne des agences gouvernementales de recyclages de pneus (CATRA).	1 131 \$
Burlington, Vermont, É.-U.	25-10-2017	27-10-2017	Patricia Goulet	Participation à la conférence NEBRA	661 \$
Toronto, Ontario	25-10-2017	26-10-2017	Francis Vermette	Consultations de ÉEQ sur le tarif dans le cadre de régime de compensation	1 018 \$
Bonn, Allemagne	10-11-2017	14-11-2017	Sonia Gagné	Participation de Sonia Gagné aux 23 ^e conférences annuelles de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques	2 563 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - a. les détails de ces ententes;
 - b. les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

ENDROIT	DU	AU	Personne participante	BUT DU VOYAGE	COÛT
Bonn, Allemagne	10-11-2017	14-11-2017	Alexis Elsenberg	Participation de Sonia Gagné aux 23 ^e conférences annuelles de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques	2 563 \$
Vancouver, Colombie Britanique	28-10-2017	01-11-2017	Sophie Langlois-Blouin	Participation à Zero Waste Conference et rencontres pour les campagnes matières organiques et les résidus CRD.	1 842 \$
Winnipeg, Manitoba	26-03-2018	28-03-2018	Sonia Gagné	Participation à une rencontre du Conseil d'administration de l'Association canadienne des agences gouvernementales de recyclages de pneus (CATRA), Mme Gagné est membre du Conseil d'administration.	1 198 \$

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18).

<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/frais-deplacement-titulaire-emploi-superieur.pdf>

POUR CHACUN DES VOYAGES FAIT EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2017-2018:

- A) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
- B) LES COÛTS VENTILÉS;
- C) LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE: FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
- D) POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.

ENDROIT	DU	AU		BUT DU VOYAGE	COÛT
Îles de La Madeleine	29-02-2018	02-03-2018	Francis Vermette	Entente de collaboration avec Éco Entreprises Québec et les municipalités des Îles de la Madeleine et RECYC-QUÉBEC pour la réalisation d'un portrait de la collecte sélective et d'un plan d'action.	979 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17).

<https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/acces-information>

QUESTION GÉNÉRALE N° 3

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT:

POUR 2017-2018 :

PUBLICITÉ			
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
ARDOISE DESIGN COMMUNICATIONS INC.	Réalisation de bandeaux publicitaires pour la campagne de Noël sur les médias sociaux	1 470 \$	S.O.
MÉDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C.	Placements publicitaires dans différents hebdos du Québec dans la cadre de la tournée de reconnaissance des attestés ICI ON RECYCLE! Pour avril 2017	20 001 \$	S.O.
MÉDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C.	Placements publicitaires dans différents hebdos du Québec dans la cadre de la tournée de reconnaissance des attestés ICI ON RECYCLE! Pour mai 2017	21 402 \$	S.O.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24).

QUESTION GÉNÉRALE N° 3

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT:

POUR 2017-2018 :

PRODUCTION			
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
Ardoise Design Communiactions inc.	Production, conception et design du plan d'action PQGMR	6 850 \$	avec contrat
Ardoise Design Communiactions inc.	Productions divers : Annonces, carte de Noël, graphismes événements & attestations IOR	18 926 \$	S.O.
Conceptplus.ca	Production de t-shirts pour l'Escouade RQ	1 303 \$	S.O.
Élise Ross-Nadié	Production graphique de documents d'études, pour le comité conjoint	800 \$	S.O.
Groupe DPI inc.	Production d'affiches pour les bacs de recyclage lors d'événements corporatifs	11 505 \$	S.O.
Jacqueline Otis	Production graphique d'annonce publicitaire Colloque GMR et divers bandeaux	650 \$	S.O.
Les Services Xpression num.Éric inc.	Autocollant laminé amovible pour les bacs de recyclage ; supports & bannières Rollex.	1 026 \$	S.O.
Les Services Xpression num.Éric inc.	Production de 40 plaques d'acier pour les bacs du site de la Coupe Rogers (Tennis Canada)	16 723 \$	avec contrat
Mass Image inc.- 9115-7727 QC INC.	Désinstallation et réinstallation des bacs au Centre Bell	14 014 \$	S.O.
Mono-Lino	Production d'affiches pour les bacs de recyclage lors d'événements corporatifs	852 \$	S.O.
O2web	Micro-site du rapport annuel sur le site web de RQ	1 433 \$	S.O.
Pénéga Communication inc.	Production micro-site du rapport annuel & format pdf	22 425 \$	avec contrat
Scarlett Design graphique inc.	Production graphiques pour divers dossiers corporatifs (rapport annuel, plan stratégique et design événementiel saison estivale)	5 618 \$	S.O.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24).

QUESTION GÉNÉRALE N° 3

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT:

POUR 2017-2018 :

COMMANDITES		
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT
3R MCDQ (REGROUPEMENT DES RÉCUPÉRATEURS ET RECYCLEURS DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET DÉMOLITION)	Commandite pour le Prix Vision Innovation	5 000 \$
ADA - ASSOCIATION DES DÉTAILLANTS EN ALIMENTATION DU QUÉBEC	Commandite Tournoi de golf ADAQ	3 000 \$
AQDA - ASSOCIATION DES DÉPANNEURS EN ALIMENTATION	Commandite du Souper Gala de l'AQDA	10 000 \$
ASSOCIATION DES MICRO-BRASSERIES DU QUÉBEC (AMBQ)	Commandite du Congrès annuel de l'AMBQ	4 500 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE ZÉRO DÉCHET	Commandite du Festival Zéro Déchet -2017	2 000 \$
CANADIAN PRODUCT STEWARDSHIP COUNCIL	Commandite dans le cadre du colloque de ÉEQ (Canadian Stewardship)	10 000 \$
CETEQ - CONSEIL DES ENTREPRISES EN TECHNO. ENVIR. DU QUÉBEC	Commandite de la 8e édition du Gala Envirolys 2017	10 000 \$
CONSEIL QUÉBÉCOIS DES ÉVÉNEMENTS ÉCORESPONSABLES	Commandite pour la Cérémonie des Vivats	5 000 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE MONTRÉAL (CRE)	Commandite du Gala reconnaissance en environnement et développement durable	5 000 \$
CORIM - CONSEIL DES RELATIONS INTERNATIONALES DE MONTRÉAL	Commandite pour l'événement de déjeuner-causerie avec la ministre Isabelle Melançon,	2 365 \$
FCQGED - FRONT COMMUN QUÉBÉCOIS POUR UNE GESTION ÉCOLOGIQUE	Commandite de la 17e édition de la semaine québécoise de réduction des déchets (SQRD)	15 000 \$
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS (FQM)	Commandite dans le cadre des Assises annuelles de la FQM -2017	10 000 \$
FONDATION DE L'HÔPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT (HMR)	Commandite du Tournoi de golf	2 000 \$
FONDATION ESTRIENNE EN ENVIRONNEMENT	Commandite du Gala prix d'excellence Cantons-de-l'Est	3 000 \$
FONDATION EVENKO POUR LE TALENT ÉMERGENT	Commandite - Soirée bénéfice	3 000 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 3

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT:
POUR 2017-2018 :

COMMANDITES		
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT
FOONDATION SOLIDARITÉ JEUNESSE	Journées Normand-Maurice 2017 Sensibilisation à l'environnement	2 500 \$
GROUPE ÉCOSPHÈRE	Commandite des trois événements des Foires Écosphère - Qc, Mtl et Magog	10 000 \$
LA PARADE DES JOUETS INC.	Commandite du défilé annuel et cueillette de jouets à recycler	2 000 \$
L'ARÉNA DU ROCKET INC.	Ent. Place Bell/ARENA Rocket	12 000 \$
MRC DES SOURCES	Commandite pour le Rendez-vous des écomatériaux à Asbestos	5 000 \$
RÉCUPEX (SHERBROOKE) INC.	Commandite 21e édition Estrie met ses culottes	5 000 \$
RÉSEAU ENVIRONNEMENT	Commandite du Salon TEQ -2018	1 750 \$
RÉSEAU ENVIRONNEMENT	Commandite Colloque GMR -2017	8 500 \$
THÉÂTRE DE LA LIGUE NATIONALE D'IMPROVISATION (LNI)	Commandite de la So rée signature pour le 40e de la Ligue Nationale D'Improvisation (LNI)	1 000 \$
UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC (UMQ)	Commandite du Congrès de l'UMQ -2017	11 000 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

QUESTION GÉNÉRALE N° 4

LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :

NOM ET TYPE DE L'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEURS	COÛT GLOBAL
TOURNÉE pour la remise des attestations ICI ON RECYCLE! - printemps 2017	Remise des attestations aux entreprises qui ont atteint le niveau 3	Traiteur bon appétit, Traiteur le gourmet, Mandarine & ciboulette, Traiteur Billy Lidstone, Auberge de l'évêché, Hôtel motel la paysanne, Avis car inc., Autocars Orléans express inc., Foss national leasing ltd., Taxi coop ste-foy sillery, NH photographes ltée, Centre culturel et du patrimoine Uplands, Staples avantage affaires	5 542 \$
Congrès de l'AMBQ	Participation d'un conférencier de RQ à une conférence	Freeman audiovisuel et DX Design	1 571 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 5

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisés par le ministère ou l'organisme:

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie

Organisés par professionnel ou une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilées par catégorie

FOURNISSEUR	BUT VISÉ	MONTANT
HEC	Menez vos idées à bon port	229 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).
<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/acces-information>

QUESTION GÉNÉRALE N° 6

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;**
- b) le but visé par chaque dépense;**
- c) la nature de la formation;**
- d) les personnes concernées.**

Aucun montant

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).

<https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/acces-information>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION GÉNÉRALE N° 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions

Fournisseur ou nom de la firme	Objet	Montant	Date d'octroi
AGENCE TAGUE INC.	Conception et réalisation de vidéos - Guide utilisateur / Portail gestion intégrée des pneus hors d'usage	18 960.00 \$	2017-07-20
BERTHELET, RENÉE	Mandat de révision des dossiers de régime de retraite (années antérieures à 2015)	3 000.00 \$	2018-03-07
BMD GESTION INFORMATISÉE INC.	Développement des fiches de coûts pour suivi budgétaire	5 000.00 \$	2017-09-30
BUREAU DU CINÉMA ET DE LA TÉLÉVISION DU QUÉBEC	Partenariat - Inventaire des GES des activités de tournages étrangers réalisés au Québec	7 750.00 \$	2017-10-18
CONNEXE TECHNOLOGIE INC.	Addenda à un contrat existant (Ajout d'un module et importation de données - pneus)	2 100.00 \$	2017-10-31
CORPORATION DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL	Analyse du cycle de vie (ACV) des sacs d'emplette au Québec - ACV d'un sac éco-conçu	20 776.00 \$	2017-10-04
COSSETTE COMMUNICATION INC.	Création d'une campagne télé	11 401.97 \$	2017-12-04
CROP INC.	Réalisation d'une étude de perception à l'égard de RECYC-QUÉBEC concernant son programme ICI ON RECYCLE!	33 780.00 \$	2017-05-11
FED FINANCE	Recrutement - Poste de technicien en administration à la paie	9 531.18 \$	2018-01-08
FERTEL, CAMILLE	Accompagnement du vérificateur interne de RECYC-QUÉBEC portant sur la vigie des marchés des matières résiduelles et indicateurs économiques	13 000.00 \$	2017-09-08
GAUTHIER, MURTADA ET PARTENAIRES INC.	Sondage organisationnel auprès des employés de RECYC-QUÉBEC	13 058.00 \$	2017-08-18
GESTION AVANTI CINÉ VIDÉO INC.	Accompagnement dans la réalisation de la campagne publicitaire sur les matières organiques	24 500.00 \$	2018-03-14
GOSECURE INC.	Audit de sécurité - Application mobile	16 000.00 \$	2017-08-28
HANSEN, AFFAIRES PUBLIQUES INC.	Accompagnement-conseil en matière de soutien stratégique (modernisation de la consigne)	24 000.00 \$	2017-08-08
HARDY, NORMAND ET ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.	Audit - Calcul des compensations annuelles 2017 accordées aux organismes municipaux	8 650.00 \$	2017-06-29

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC**

QUESTION GÉNÉRALE N° 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat :

LE PATRO LE PRÉVOST	Collaboration à un projet pilote d'implantation d'une consigne sur les gobelets à café réutilisables	10 000.00 \$	2018-02-27
LÉGER MARKETING INC.	Évaluation de l'impact d'une campagne publicitaire de RECYC-QUÉBEC	7 000.00 \$	2017-07-14
LEMAIRE, GINETTE	Révision des dossiers RRPE et RREGOP	3 000.00 \$	2017-08-21
LES SERVICES XPRESSION NUM.ÉRIC INC.	Approvisionnement - Plaques d'acier	16 723.20 \$	2017-07-27
MAGALIE POULIN	Expertise externe en matière de ressources humaines	9 625.00 \$	2018-02-15
MARC HÉBERT	Accompagnement - Dossier d'acceptabilité sociale - valorisation des biosolides	21 000.00 \$	2018-01-30
MASS IMAGE	Désinstallation des anciens créatifs et installation des nouveaux (Centre Bell)	14 014.00 \$	2017-10-06
MURIELLE BOUCHER	Mandat temporaire - analyste financier senior	5 000.00 \$	2017-11-14
NI ENVIRONNEMENT	Développement d'une méthodologie de calcul de la réduction à la source	9 600.00 \$	2017-10-19
O2 WEBSOLUTIONS INC.	Développement d'une réplique de l'application mobile sur le site web	18 067.50 \$	2018-02-06
PAUL DAVID	Coaching de gestion d'employés occupant des postes stratégiques de gestion	13 800.00 \$	2017-07-06
PIRON ET ASSOCIÉS INC	Accompagnement dans l'évaluation du système de classification des postes de RECYC-QUÉBEC	3 016.00 \$	2017-07-11
SCARLETT DESIGN GRAPHIQUE INC.	Planification stratégique, rapport annuel et design événement - commandite)	9 800.00 \$	2017-07-24
SOLINOV INC	Partenariat - Élaboration d'une formation sur l'opération des installations de compostage	10 000.00 \$	2017-08-15
SWAT FACTORY	Accompagnement stratégique (application mobile)	7 500.00 \$	2017-09-17
TRENTE7 MEDIA FILM INC.	Réalisation de deux capsules vidéos dans le cadre de la campagne publicitaire sur les matières organiques	21 500.00 \$	2018-03-18
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Partenariat - Réalisation de l'édition 2017 du "Baromètre de la consommation responsable au Québec - volet les événements écoresponsables"	10 000.00 \$	2017-10-30
UNIVERSITÉ LAVAL	Partenariat - Formation sur l'écogestion de chantiers	5 000.00 \$	2017-10-19

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.ca/>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION GÉNÉRALE N° 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant:

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations ;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Non assujettis à l'article 17 de la loi sur les contrats des organismes publics

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC**

QUESTION GÉNÉRALE N° 9

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation
-

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>, à l'exception des réponses aux sous-questions b) et c) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 11

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018:

- a) Liste de toutes les ressources oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.
-

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

QUESTION GÉNÉRALE N° 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivant : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>, à l'exception des réponses aux sous-questions c), e), g), h), j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

a) le nom du projet;	Portail collaboratif
b) la nature du projet;	Développement d'un portail collaboratif pour opérationnaliser la nouvelle dynamique de gouvernance
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);	Non pertinent à l'étude des crédits
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;	130 000 \$
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;	Non pertinent à l'étude des crédits
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;	2017-2018 : 134 \$
g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;	Non pertinent à l'étude des crédits
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;	Non pertinent à l'étude des crédits
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;	75%
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;	Non pertinent à l'étude des crédits
k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.	Non pertinent à l'étude des crédits
l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Oui
m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.	2017-2018 : aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivant : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>, à l'exception des réponses aux sous-questions c), e), g), h), j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

a) le nom du projet;	Portail de gestion du programme québécois de gestion intégrée des pneus hors d'usage
b) la nature du projet;	Réalisation d'un Portail qui porterait sur la gestion de l'ensemble des opérations relatives aux pneus hors d'usage.
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);	Non pertinent à l'étude des crédits
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;	400 000 \$
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;	Non pertinent à l'étude des crédits
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;	2017-2018 : 45 725 \$
g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;	Non pertinent à l'étude des crédits
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;	Non pertinent à l'étude des crédits
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;	100%
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;	Non pertinent à l'étude des crédits
k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.	Non pertinent à l'étude des crédits
l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Oui
m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.	2017-2018 : aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivant : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>, à l'exception des réponses aux sous-questions c), e), g), h), j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

a) le nom du projet;	Application mobile " Ça va où?"
b) la nature du projet;	Réalisation d'une application mobile avec outils de géolocalisation et micro-ciblage intégrés
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);	Pas pertinent à l'étude des crédits
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;	99 000 \$
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;	Non pertinent à l'étude des crédits
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;	2016-2017 : 104 000 \$ 2017-2018 : 46 000 \$
g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;	Non pertinent à l'étude des crédits
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;	Non pertinent à l'étude des crédits
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;	60%
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;	Non pertinent à l'étude des crédits
k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.	Non pertinent à l'étude des crédits
l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Oui
m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.	2017-2018 : aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 13

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2017-2018 (ET VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES:

a) la photocopie;	214 \$
b) le mobilier de bureau;	16 788 \$
c) l'ameublement;	
d) le distributeur d'eau de source;	
e) le remboursement des frais de transport;	9 315 \$
f) le remboursement des frais d'hébergement;	17 144 \$
g) le remboursement des frais de repas;	2 484 \$
h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;	
i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement;	
I. a) au Québec;	6 550 \$
II. b) à l'extérieur du Québec.	

Ces montants représentent les dépenses pour le pdg et les trois vice-présidences.

QUESTION GÉNÉRALE N° 14

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le nombre de téléphones cellulaires, «Blackberry», iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés;	11
b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres) et d'ordinateurs portables;	53
c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;	0
d) les coûts d'acquisition des appareils;	100 \$
e) le coût d'utilisation des appareils;	11 124 \$
f) le coût des contrats téléphoniques;	Le coût d'utilisation inclut le coût des contrats
g) les noms des fournisseurs	Telus
h) le nombre de minutes utilisées;	54 573
i) les ordinateurs portables	inclus dans b)
j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés	inclus dans b)
k) le coût des frais d'itinérance	Le coût d'utilisation inclut les frais d'itinérance
l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu	- \$

Note: Ces dépenses sont pour l'ensemble de la Société et plusieurs employés n'ont qu'un ordinateur portable et aucun ordinateur de bureau.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).

<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/contrats-depenses-telecom-2017-2018.pdf>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION GÉNÉRALE N° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

	2018-2019 (estimé)	2017-2018	2016-2017	2015-2016
a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;	Voir annexe 15-A-B			
b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;	Voir annexe 15-A-B			
c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel (base annuelle);	-	234 jrs	-	-
d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée;	Voir annexe 15-D			
e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;	-	1179 hrs	-	-
f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel (base mensuelle);	-	107 jrs	-	-
g) le nombre total et la ventilation du nombre de jours de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;	Voir annexe 15-G			
h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Question non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.			
i) le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation;	En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.			
j) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions);	Voir annexe 15-J			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION GÉNÉRALE N° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

	2018-2019 (estimé)	2017-2018	2016-2017	2015-2016
k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;	-	5	-	-
l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;	-	1	-	-
m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (direction centrale et régions);	Voir annexe 15-M			
n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.	Réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor			
o) le nombre d'employés permanents et temporaires.	Réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor			
p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.	Réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor			
q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes;		"aboli au net" 0		
r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.	Réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.			

QUESTION GÉNÉRALE N° 15
ANNEXE 15-A-B

le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

a)

Plus ou égal à 35 ans							
	Catégories d'emploi	Sexe		Handicapés	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
	11 cadres	4 M	7 F	0	0	0	1
	38 professionnels	16 M	22 F	0	0	0	10
	6 soutiens	0 M	6 F	0	0	0	0
	9 techniques	1 M	8 F	0	0	0	2
Total	64 employés	21 M	43 F	0	0	0	13

b)

Moins de 35 ans							
	Catégories d'emploi	Sexe		Handicapés	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
	0 cadres	0 M	0 F	0	0	0	0
	7 professionnels	2 M	5 F	0	0	0	1
	3 soutiens	0 M	3 F	0	0	0	1
	3 techniques	3 M	0 F	0	0	0	2
Total	13 employés	5 M	8 F	0	0	0	4

QUESTION GÉNÉRALE N° 15
ANNEXE 15-D

- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

	Catégories d'emploi	10 jrs et - # personnes	10 à 50 jrs	50 à 100 jrs	100 jrs et +	Valeur estimée
	Cadres	3				7 169 \$
	Professionnels	37				68 248 \$
	Soutiens	8				10 728 \$
	Techniques	3				1 624 \$
Total		51	0	0	0	87 769 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 15
ANNEXE 15-G

g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

	Catégories d'emploi	10 jrs et -	10 à 50 jrs	50 à 100 jrs	100 jrs et +	Valeur estimée
	Cadres	2	9			93 629 \$
	Professionnels	5	38	1		275 087 \$
	Soutiens	2	6	1		41 338 \$
	Techniques	1	7			28 720 \$
Total		10	60	2	0	438 774 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 15
ANNEXE 15-J

- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

	2017-2018		2016-2017		2015-2016	
	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc
Cadres	8	3				
Professionnels	34	11				
Soutiens	7	2				
Techniques	12	0				
Total	61	16				

m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).

	2017-2018		2016-2017		2015-2016	
	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc
Cadres	8	3				
Professionnels	34	11				
Soutiens	7	2				
Techniques	12	0				
Total	61	16	0	0	0	0

Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction;

a) le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées. le nombre de départs à la retraite en 2017-2018

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2016-2017 seulement.

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent plan de gestion des ressources humaines 2

c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019

c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020

c) les indemnités de retraites qui seront versées

Veuillez référer à la réponse de la question 16 a)

d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats 0

QUESTION GÉNÉRALE N° 17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux:

A)

- l'emplacement de la location	141, ave du Président-Kennedy, 8e, Montréal, Qc
- la superficie du local loué	1 124,23 m. ca. (11800 pi ²)
- le coût total de ladite location	353 159 \$ (annuel)
- les coûts d'aménagement et/ou de rénovation réalisés depuis le 1 ^{er} avril 2017	- \$
- la durée du bail;	(le bail se termine le 31 octobre 2020)
- le propriétaire de l'espace loué	Université du Québec à Montréal

B)

- l'emplacement de la location	300, rue Saint-Paul, bureau 411, Québec
- la superficie du local loué	680.70 m.ca (7327 pi ²)
- le coût total de ladite location	225 177 \$ (annuel)
- les coûts d'aménagement et/ou de rénovation réalisés depuis le 1 ^{er} avril 2017;	- \$
- la durée du bail	(le bail se termine le 31 mars 2023)
- le propriétaire de l'espace loué	300 Saint-Paul QUÉBEC INC.

QUESTION GÉNÉRALE N° 18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

b) les coûts

8 394 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère:

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) la prime de départ versée, le cas échéant;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Aucun

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC**

QUESTION GÉNÉRALE N° 22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires etc.), en indiquant:

- a) le poste initial;**
- b) le salaire;**
- c) les postes actuels, s'il y a lieu;**
- d) la date de la mise en disponibilité;**
- e) les prévisions pour 2018-2019**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 23

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant:
a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
b) prévisions pour 2018-2019;
c) par catégorie d'âge.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 24

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

Deux (2) postes pour l'année 2017-2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION GÉNÉRALE N° 25

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, par mission.

Veillez vous référer à la réponse de la question 15 j.

QUESTION GÉNÉRALE N^o 26

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant:

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu)

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 27

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur internet (Eureka, etc) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun
- b) le fournisseur
- c) la nature du service

FOURNISSEUR	NOTE	MONTANT
SMK*SURVEYMONKEY CA-	Abonnement pour un an	257 \$
BLITZ 24 INC.	Abonnement au répertoire des médias du Canada	615 \$
CLUB DE PRESSE BLITZ	Abonnement au répertoire des médias du Canada	615 \$
SPRINGER CSC LLC	Abonnement au magazine infopresse - 12 numéros	43 \$
JOURNAL LES AFFAIRES	Abonnement journal Les Affaires pour 2 ans	47 \$
JAGUAR MÉDIA INC.	Abonnement au Réseau d'information municipale pour un an	1 400 \$
MGM MANAGEMENT	Abonnement au Gazette 2018	525 \$
CONSTRUCTION & DEMOLITION RECYCLING ASSOCIATION	Abonnement annuel	349 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 28

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune somme déboursée.

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

a) Le nom du site Web :

RECYC-QUÉBEC (externe) : <http://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca>

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Le site actuel a été conçu par Brad-O2 WEB Solutions en 2014-2015 et 2015-2016.

c) Les coûts de construction du site :

Le coût pour le site actuel est de 359 868 \$, incluant la MOD à l'interne.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Hébergement 2017-2018: 2 475 \$ (O2 WEB Solutions)

Soutien technique et maintenance 2017-2018 : 6 883 \$ (O2 WEB Solutions)

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement :

Le site s'est développé en trois phases et une refonte amorcée en 2014 :

- En 1995 et 1998 : fait à l'interne
- En 2001-2002 : 126 735 \$
- En 2014 : 74 761 \$ en développement
- En 2015 : 202 002 \$ en développement

En 1995, création d'un petit site Internet par des professionnels à l'interne.

En 1998, mise à jour (rafraîchissement) du site Internet et création d'un Intranet à l'interne.

En 2001-2002, refonte du site Internet, par la firme Transcontinental 3W. Nouvelle plate-forme facilitant l'intégration des données axées sur nos clientèles. RECYC-QUÉBEC se veut alors la référence en gestion des matières résiduelles au Québec, ce qui nous a amenés au développement de notre site Internet et par la même occasion à la mise à jour des outils pour y parvenir. De plus, avec l'implantation du programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec en 2001, et en tant que société d'État, nous avons l'obligation de nous conformer aux règles graphiques du PIV.

En 2014, nous avons amorcé une refonte complète de notre site, car il ne répondait plus aux besoins de nos clientèles ni à ceux de l'organisation. L'ancien site était doté d'un logiciel désuet et complexe qui causait des problèmes techniques fréquents et nous rendait vulnérable aux attaques informatiques. Le site ne pouvait pas non plus répondre au standard d'accessibilité du Conseil du trésor. La refonte a été réalisée par des professionnels à l'externe, soit Absolutnet, Perséides, Consortium Brad-O2Web et Libéo inc., et à l'interne.

En 2016, la refonte s'est terminée et le site a été mis en ligne le 12 janvier. Le nouveau site est donc maintenant en ligne et fonctionnel.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour : Hebdomadaire et au besoin (si urgence).

h) Responsable du contenu sur le site : Direction des communications

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web:

Portail ICI ON RECYCLE! : <https://icionrecycle.recyc-quebec.gouv.qc.ca>

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Réalisé à l'interne avec l'aide de la firme Victrix, 2010.

c) Les coûts de construction du site :

Les coûts externes s'élèvent à environ 28 000 \$.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Réalisé à l'interne.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Création initiale.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour : Au besoin.

h) Responsable du contenu sur le site : Responsable du programme ICI ON RECYCLE

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web :

Portail GMR municipal : <https://portailgmr.recyc-quebec.gouv.qc.ca>

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Centre de développement Nexio inc. (Anciennement FusePoint inc.) en 2009

c) Les coûts de construction du site :

Le coût de construction du Portail GMR s'élève à 385 000 \$.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Réalisé à l'interne.

e) Le coût de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

- Avril 2014 à mars 2015 : 177 873 \$

Le premier Portail GMR a été mis en service en 2009, des mises à jour ont été réalisées depuis mais sa structure était devenue désuète et ne pouvait plus supporter les besoins du programme GMR.

En 2014-2015, la refonte du Portail GMR municipal a été effectuée par la firme Alithya.

Le nouveau Portail GMR a été conçu afin que, chaque année, les organismes municipaux déclarent leurs coûts associés à la Gestion des Matières résiduelles sur le territoire pour lequel ils détiennent au moins une compétence.

Ce nouveau Portail a été mis en service en mars 2015.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne des mises à jour :

Au besoin, minimum une fois par an.

h) Le responsable du contenu sur le site : Responsable du Régime de compensation

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web:

Portail VISEZ juste! : <https://visezjuste.recyq-quebec.gouv.qc.ca>

Il s'agit d'un extranet qui était destiné aux représentants d'édifices dans le cadre du programme VISEZ juste!, programme exclusif aux ministères et organismes du gouvernement du Québec.

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Réalisé à l'interne avec l'aide de la firme Victrix.

c) Les coûts de construction du site :

Les coûts externes s'élèvent à 55 000 \$ en 2010.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

En raison de la fermeture du programme VISEZ juste! en octobre 2015, le portail a été définitivement fermé en janvier 2016.

e) Le coût de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

La première version de l'extranet a été conçue en 2005 par SIRIUS Conseils au coût de 27 000\$ (incluant l'analyse préliminaire, ajout de fonctionnalités et mise à jour).

Cette version a été utilisée pendant 5 ans, mais sa structure était devenue désuète et ne pouvait plus supporter l'ajout de fonctionnalités pour répondre aux besoins croissants du programme VISEZ juste! et de sa clientèle (lenteur du système, rapport statistique non fonctionnel, etc.). C'est pourquoi le Portail VISEZ juste! a été conçu et mis en ligne en décembre 2010.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour :

Jusqu'à sa fermeture en janvier 2016, les améliorations et ajouts de fonctionnalités : environ deux à trois fois par année. Les données mises à jour quotidiennement par les administrateurs du Portail.

h) Le responsable du contenu sur le site : Responsable du programme Visez Juste

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web:

Portail Aide aux programmes : <https://aidefinanciere.recyq-quebec.gouv.qc.ca>

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Réalisé à l'interne avec l'aide de la firme Victrix en 2011-2012.

c) Les coûts de construction du site :

Les coûts s'élèvent à 106 000 \$ en 2011-2012.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Réalisé à l'interne.

Interscript - accessibilité WEB: 400 \$ pour 2015-2016.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Création initiale.

Refonte : coûts inclus dans le projet de refonte de tout le site web

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour :

Au besoin.

h) Le responsable du contenu sur le site : Responsable des programmes d'aides financières.

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web:

RÉCRÉER : <http://www.recreer.ca/>

En partenariat avec Éco Entreprise Québec.

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Réalisation du site par Les Évadés en 2010.

c) Les coûts de construction du site :

Assumé par ÉEQ.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Hébergement : 0 \$ en 2017-2018.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement :

Le coût de modernisation est inclus dans le coût d'entretien et de mise à jour.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour :

Au besoin.

h) Le responsable du contenu sur le site : Direction des communications

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web:

ON EN PREND SOIN : <http://onenprendsoin.ca/>

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Réalisation du site par RESSAC MÉDIA en 2014.

c) Les coûts de construction du site :

Les coûts s'élèvent à: 42 000 \$ en 2014-2015

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Hébergement : 0 \$

Gestionnaire de contenus : 2 523 \$ en 2017-2018 (DIALOG INSIGHT).

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement :

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour :

Au besoin.

h) Le responsable du contenu sur le site : Direction des communications

QUESTION GÉNÉRALE N° 30

Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;**
 - b) le nom de la personne;**
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;**
 - d) les contrats octroyés pour chaque mandat;**
 - e) le résultat du travail effectué;**
 - f) les échéances prévues**
 - g) les sommes impliquées**
-

Veuillez vous référer à la question 7.

QUESTION GÉNÉRALE N° 32

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2015-2016 et 2016-2017, 2017-2018 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;**
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;**
- c) le nombre total de demandes reçues;**
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);**
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.**
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2017-2018 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 34

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 35

La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la loi sur le ministère du conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes

QUESTION GÉNÉRALE N° 36

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 37

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au **Rapport annuel 2017-2018** des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 38

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 39

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme.

QUESTION GÉNÉRALE N° 40

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N^o 41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Le montant total des primes de départ incluant des montants versés pour des bris de contrat est de : 158 371 \$

QUESTION GÉNÉRALE NO 42

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, - bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 43

Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.**

Il n'y a pas de cadre ou de dirigeant qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

QUESTION GÉNÉRALE N° 44

Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés;**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION GÉNÉRALE N° 45

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Aucun comité

QUESTION GÉNÉRALE N° 47

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N^o 48

Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 49

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 50

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2017-2018 seulement.

QUESTION GÉNÉRALE N° 51

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévision pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2017-2018 seulement.

QUESTION GÉNÉRALE N° 52

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 53

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 54

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

QUESTION GÉNÉRALE N° 55

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION GÉNÉRALE N° 56

Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 57

Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

Fournisseur ou nom de la firme	Montant
CAIN LAMARRE s.e.n.c.r.l. / Avocats	10 644 \$
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN S.E.N.C.R.L., s.r.l.	18 202 \$
LANGLOIS avocats, S.E.N.C.R.L.	15 763 \$

Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir. Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touchée(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même disponible cette information par le biais de son site internet ou autre moyen de communication.

Organisme non assujetti à la Loi sur les contrats des organismes publics, article 17

QUESTION GÉNÉRALE N° 59

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019:

a) la dépense totale pour 2017-2018 (opération et capital) tel que établi dans la planification annuelle en ressources informationnelles (PARI):

611 413 \$

b) les grands dossiers en cours;

Les informations sont disponibles au tableau de bord
site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques:

S.O.

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 11.

QUESTION GÉNÉRALE N° 60

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
-

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

b) Aucune indemnité versée

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION GÉNÉRALE N° 61

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 62

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du *Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes* visant une réduction d'au minimum 2% de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 63

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au **Rapport annuel 2017-2018** des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 65

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Liste des ordres	2017-2018
CPA - ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉES DU QUÉBEC	
ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC	
BARREAU DU QUÉBEC	
CRHA - ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES AGRÉÉS	
ORDRE DES ADMINISTRATEURS AGRÉES	
ACCRÉDITATION EN CONFORMITÉ DE LA PAIE	
LE CONSEIL DU PATRONAT	
CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTRÉAL	
CPA - ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉES DU QUÉBEC	
TOTAL	14 532 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION GÉNÉRALE N^o 66

Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :

- a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi ;**
 - b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat ;**
 - c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation ;**
 - d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.**
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION GÉNÉRALE N° 67

Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2018-2019

Renseignements particuliers de l'opposition officielle

Société québécoise de récupération et de recyclage
(RECYC-QUÉBEC)

Avril 2018

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC**

QUESTION PARTICULIÈRE N° 119

État de la situation au 31 mars 2018 des débouchés du verre au Québec. Prévisions des démarches pour 2018-2019.

État de la situation au 31 mars 2018 des débouchés du verre au Québec :

Le recyclage du verre au Québec avance dans la bonne direction.

Le Bilan de gestion des matières résiduelles de RECYC-QUÉBEC réalisé en 2015 faisait état d'un taux de recyclage de seulement 14% pour l'ensemble du verre généré. Notons que concernant le verre récupéré par la collecte sélective, ÉEQ a estimé en mars 2018 que son taux de valorisation serait d'environ 50%. Initiatives mises en place :

- La Société d'État a priorisé le verre de la collecte sélective à travers ses programmes de financement pour la recherche, la valorisation et la récupération avec un apport financier de plus de 4 millions de dollars au cours des cinq dernières années.
- Ce soutien s'est matérialisé par des projets de micronisation du verre pour le béton, la production de dalles écologiques à partir de verre et l'implantation de trieurs optiques afin de récupérer le verre de la collecte sélective.
- Afin d'en dynamiser le recyclage et la valorisation du verre de la collecte sélective, Éco Entreprises Québec a annoncé en 2016 la mise en place du plan « Verre l'innovation » en collaboration avec l'industrie. Ce plan représente des investissements de 6,7 millions de dollars et vise à améliorer la récupération du verre issu de la collecte sélective au Québec, par le biais de nouveaux équipements de tri et l'appui au développement de nouveaux débouchés. Alors que les équipements ont été installés dans 5 centres de tri en 2017, une période pilote jusqu'à l'automne 2018 a été lancée afin de tester la qualité u verre sortant, et ce, en collaboration avec des conditionneurs et recycleurs de verre au Québec. Les 5 centres de tri représentent 25% de la quantité totale de verre de la collecte sélective.
- RECYC-QUÉBEC a également envoyé une lettre de soutien moral au groupe Emterra afin de souligner le besoin du Québec en matière de conditionnement du verre provenant de la collecte sélective, et ce, afin d'en favoriser localement son recyclage ou sa valorisation dans des produits à valeur ajoutée.
- RECYC-QUÉBEC participe financièrement à une étude lancée en 2015 et menée par l'École des technologies supérieures (ÉTS) en collaboration avec la Ville de Montréal, la SAQ et ÉEQ sur l'introduction du verre post-consommation dans les enrobés bitumineux.

Bien que le verre de la collecte sélective souffre encore du manque de débouchés afin d'en écouler l'ensemble du volume disponible, plusieurs entreprises témoignent d'une demande grandissante dans les sous-produits liés aux matériaux de construction.

Les résultats et les impacts concrets de ses projets pourront être mesurés dans le prochain Bilan de la gestion des matières résiduelles de RECYC-QUÉBEC qui portera sur l'année 2018.

Prévisions des démarches pour 2018-2019 :

RECYC-QUÉBEC maintiendra sa participation au comité de suivi du plan « Verre l'innovation ».

RECYC-QUÉBEC a lancé une étude en février 2018 visant à évaluer la faisabilité opérationnelle et financière quant à l'implantation de dépôts volontaires de verre dans la MRC du Val-Saint-François. Les résultats des travaux seront connus en mai 2018 et partagé publiquement. Un comité de suivi a été mis en place. Celui-ci est composé de la MRC, du centre de tri Récup-Estrie, des maires de Racine, Stoke et Saint-Denis-de-Brompton, ÉEQ et la SAQ. L'option des dépôts volontaires se veut être en complémentarité avec le Plan Verre l'Innovation.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 120

État de situation, au 31 mars 2018, sur la mise en place d'une stratégie de modernisation des systèmes de récupération de contenants de boissons en fin de vie au Québec. Fournir la liste des démarches prévues pour 2018-2019.

Le gouvernement est d'avis qu'il faut moderniser le système de consignation et optimiser la collecte sélective au Québec afin d'accroître nos performances environnementales en vue de la création d'une société sans gaspillage de même que pour faire face aux enjeux liés à la lutte contre les changements climatiques et à l'épuisement des ressources non renouvelables. Le gouvernement ne privilégie pas un système de récupération plutôt qu'un autre quant à la gestion des contenants de boisson en fin de vie. Puisque ces deux systèmes sont complémentaires, l'objectif est de rechercher des avenues permettant d'optimiser les deux systèmes de récupération pour une meilleure performance environnementale.

Depuis 2016, de nombreuses analyses et paramètres opérationnels et financiers relatifs à la modernisation de la consigne et plus largement à la récupération des contenants de boissons en fin de vie ont été développés. Ce travail a intégré un grand nombre de consultations entre RECYC-QUÉBEC et l'industrie, particulièrement au niveau des organismes et associations représentant les détaillants en alimentation et les embouteilleurs de boissons.

Un rapport réalisé en collaboration avec le comité des parties prenantes des industries visées par la consigne publique a été remis à la ministre en décembre 2017 et présenté par l'industrie en janvier 2018. Ce rapport contient des recommandations sur les aspects économiques, opérationnels, environnementaux ainsi que sur le cadre réglementaire et de gouvernance de la consigne publique. Toutefois, des travaux sont encore en cours quant au service de collecte des contenants dans les magasins. De plus, RECYC-QUÉBEC et le ministère (MDDELCC) ont démarré les travaux d'analyse quant au besoin de modification réglementaire afin de moderniser le cadre juridique de la consigne publique selon de nouveaux paramètres (en cours).

RECYC-QUÉBEC continuera à travailler avec les parties prenantes concernées par la modernisation de la consigne publique pour l'exercice 2018-2019.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 122

Fournir la ventilation des compensations versées aux municipalités en 2017-2018.

Les compensations versées aux municipalités sont calculées à partir des coûts déclarés pour une année civile.

Les compensations versées aux municipalités au cours de l'année 2017-2018 totalisent un montant de 274,45 M\$, et ce pour deux années civiles, soit 140,54 M\$ pour 2016 et 133,91 M\$ pour 2017.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 123

Fournir, pour 2017-2018, le montant des frais de gestion et des autres dépenses liés au régime de compensation ainsi que ceux de RECYC-QUÉBEC.

Le montant des frais de gestion et des autres dépenses liés au régime de compensation ainsi que ceux de RECYC-QUÉBEC sont calculés sur la base d'une année civile. Ce sont les entreprises contributrices au régime de compensation qui assument ces coûts.

Les municipalités se sont vues accorder une indemnisation de 11,55 M\$ en 2017 pour les frais de gestion et les autres dépenses connexes encourus en 2016. Quant à RECYC-QUÉBEC, le montant équivaut à 2.86 M \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 124

Fournir l'évaluation du pourcentage de matières orphelines récupérées par les services municipaux et indiquer les démarches de RECYC-QUÉBEC et du ministère pour élargir le régime à d'autres matières orphelines.

Les matières orphelines, ou non visées, représentaient, en 2015, 13,2 % des matières récupérées par la collecte sélective municipale, en baisse par rapport à 15 % en 2014.

Une mise à jour de cette donnée est en cours, suite à la réalisation d'études spécifiques sur le sujet, et les résultats devraient être connus au courant de l'année 2018.

Étude des crédits 2018-2019

Renseignements particuliers requis

Deuxième groupe d'opposition

Société québécoise de récupération et de recyclage
(RECYC-QUÉBEC)

Avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION PARTICULIÈRE N° 1a) b)
2E GROUPE D'OPPOSITION

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2017-2018, indiquer :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv ;
c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

a) Membres du conseil d'administration

Conseil d'administration actuel

MEMBRES

Mandat

en poste au 28 février 2018

		Début	Fin par décret	membre encore en poste, en continuité de leur mandat
Delisle, Michel	Membre	2013-05-29	2016-05-28	**
Dorais, Sylvain	Membre	2013-05-29	2016-05-28	1
Gagné, Sonia	Présidente-directrice générale par intérim	2018-01-03	2018-03-27	
	Présidente-directrice générale	2018-03-28	2023-03-27	
Giroux, Michel	Membre	2013-05-29	2016-05-28	**
Goulet, Claudia	Membre	2011-11-30	2015-11-29	2
Hardy, Jeanne	Membre	2016-10-12	2020-10-11	
Joizil, Karine	Présidente du conseil	2016-04-20	2021-04-19	
Laberge, Monique	Membre	2013-05-29	2016-05-28	**
Lemieux Julie	Membre	2016-04-20	2020-04-19	
Michaud, Dany	Président-directeur général	2015-10-05	2020-10-04	3
Michel, Marjorie	Membre	2016-04-20	2020-04-19	4
Racine, Valérie	Membre	2013-05-29	2016-05-28	**

Fin de mandat au courant de l'année financière

Note :

* à l'exception du président-directeur général, les membres du conseil d'administration agissent à titre gracieux.

** membre encore en poste, en continuité de leur mandat

1 a démissionné en date du 8 juin 2017

2 a démissionné en date du 3 avril 2017

3 a démissionné en date du 2 janvier 2018

4 a démissionné en date du 15 novembre 2017

QUESTION PARTICULIÈRE NO 1c)
2^E GROUPE D'OPPOSITION

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2017-2018, indiquer :

c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
(excluant le président - directeur général)

Membres du conseil d'administration	Frais de déplacement et de voyage		Frais de repas	Représen- tation	Réunions du conseil d'administration (repas et loc. de salle)
	Héber- gement	Déplacement (kilométrage, essence, location auto, train, taxi)			
Total	2 763 \$	6 451 \$	1 497 \$	0 \$	1 834 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 02
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2017-2018. Indiquer:

- a) le lieu;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participations
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

TYPE DE LA FORMATION	COÛTS EXTERNES	NOMBRE DE JOURS PARTICIPANTS
Formation sur les connaissances informatiques	2 696 \$	5
Formation en développement personnel	4 200 \$	24
Formation en développement spécifique	8 749 \$	26
Formation à l'Ordre des comptables professionnels agréés	2 558 \$	12
Formation en communication	229 \$	1
Colloque, Congrès, conférence	6 261 \$	7

QUESTION PARTICULIÈRE NO 3
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Sommes dépensées en 2017-2018 (et prévisions pour 2018-2019) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Veillez vous référer à la question générale no 59.

QUESTION PARTICULIÈRE NO 6
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2017-2018. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.

Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

Veillez vous référer à la question générale no 36.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 7
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2017-2018, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Firme	Sondage	Coût
Léger	Évaluation de la campagne publicitaire Recyclemédiast "Destination le bac"	7 000 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 9
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT
LANGLOIS avocats, S.E.N.C.R.L.	Traduction de l'entente CATRA	2 370 \$
ANGLOCOM	Traduction en anglais du rapport annuel 2016-2017	1 265 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 11
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

Aucun

QUESTION PARTICULIÈRE N° 12
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2017-2018:

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

NOM ET TYPE DE L'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEURS	COÛT
Campagne "Destination le bac": - Faire connaître les produits non visés par la collecte sélective municipale - Faire baisser le taux de matières qui ne vont pas dans le bac de récupération de la collecte sélective municipale	Campagne Recyclemédiás "Destination le bac"	Cossette Communications inc.	28 760
Campagne "C'est pour le bac"	Campagne Recyclemédiás "Le contenant, l'emballage, la boîte de conserve... c'est pour le bac"	Cart1er	97 698

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION PARTICULIÈRE N° 13
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2016-2017:

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention.
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires.
- c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

ORGANISME BÉNÉFICIAIRES	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
-------------------------	-------------------------	---------

Technologie, procédés et développement des marchés (enveloppe 14M\$)

VOLET 1 Soutien à l'amélioration des opérations et développement des marchés des matières résiduelles		
	AUCUN	

VOLET 2 Investissement dans les opérations et les installations de traitement des matières résiduelles		
Polykar inc	Acquisition d'un équipement pour le recyclage de sacs de plastiques de provenance commerciale.	135 000 \$
CENTRE DE VALORISATION M. CHARETTE INC.	Acquisition d'équipement de conditionnement de CRD pour valorisation	135 000 \$
9288-3354 QUÉBEC INC. (BIO-NORD)	Acquisition d'équipement pour composter les résidus marins.	37 725 \$

Technologie, procédés et développement de marchés-Conditionnement et recyclage (enveloppe 6M\$)

VOLET 1 Investissement dans les opérations et les installations de traitement des matières résiduelles		
	AUCUN	

VOLET 2 Investissement dans les opérations et les installations de traitement des matières résiduelles		
2M RESSOURCES	Acquérir de l'équipement pour la décontamination et le tri par couleur du verre issu de la collecte sélective	112 500 \$
SANI-ÉCO	Implantation d'une ligne de conditionnement des pellicules plastiques de diverses sources	180 000 \$

Économie sociale et mobilisation des collectivités -Entreprises, formation et insertion au travail (ENV 8M\$)

VOLET 1 - Soutien au développement et à l'amélioration des performances		
CARTONEK INC.	Récupération de la tubulure d'érablières	7 774 \$
Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal au conseil central	Réflexion sur le futur de la société SSVP dans le Grand Montréal	2 887 \$

ORGANISME BÉNÉFICIAIRES	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
-------------------------	-------------------------	---------

VOLET 2 - Investissements dans les opérations et les installations		
ATELIER OCCUPATIONNEL RIVE-SUD INC.	Projet d'agrandissement des infrastructures.	28 374 \$
CENTRE DE PARTAGE COMMUNAUTAIRE JOHANNAIS	Subvention au projet : l'économe.	56 300 \$
COMPOST STE-ANNE	Amélioration des équipements : nouveau tamiseur	27 000 \$
INDUSTRIES GOODWILL	Aménagement du sous-sol du magasin Décarie et acquisition d'un camion et de remorques afin de soutenir la croissance de l'approvisionnement dans les centres de dons	14 727 \$
INTER ACTION TRAVAIL	Réemploi des matières résiduelles émanant de la construction, la rénovation et la déconstruction/démolition (CRD)	91 125 \$
MOISSON MONTRÉAL	Acquisition d'équipement pour l'ouverture et la valorisation de cannage	207 000 \$
RÉCUPÉRATION MARRONNIERS INC.	Optimisation du du RAMI pour offrir aux ICI la récupération à la source en mode pêle-mêle et la récupération confidentielle des documents	115 000 \$
RESSOURCERIE DE PORTNEUF	Travaux d'isolation de l'entrepôt et d'aménagement d'un coin atelier.	25 063 \$
RESSOURCERIE DES FRONTIÈRES	Consolidation et expansion de la Ressourcerie des Frontières	22 031 \$
RESSOURCERIE DU HAUT-SAINT-FRANÇOIS	Démarrage de la Ressourcerie du Haut-Saint-François	10 000 \$

VOLET 3 - Appui à des actions d'information, de sensibilisation et d'éducation (ISÉ) en faveur de la réduction à la source, du r		
(GRAME) -GROUPE DE RECHERCHE APPLIQUÉE EN MACROÉCOLOGIE	Implantation de compostage dans les institutions à Lachine	7 450 \$
BOIS PUBLIC	ISÉ en faveur du recyclage des arbres	9 990 \$
CHAMBRE DE COMM & IND. DU COEUR-DU-QUÉBEC	Création d'un comité consultatif permettant la création d'un répertoire et de questionnaires visant l'élaboration d'outils d'information, de sensibilisation et d'éducation	7 980 \$
GROUPE DE RECHERCHE APPLIQUÉE EN MACRO-ÉCOLOGIE -GRAME	Réalisation d'ateliers de sensibilisation sur le cycle de vie des produits	631 \$

Économie sociale et mobilisation des collectivités -Organismes communautaires locaux & régionaux, (Programme d'Initiatives Locales en Environnement -PILE)

VOLET 3 - Appui à des actions d'information, de sensibilisation et d'éducation (ISÉ) en faveur de la réduction à la source, du r		
CENTRE DE PARTAGE COMMUNAUTAIRE JOHANNAIS	Optimisation des activités	16 966 \$
CERMIM - CENTRE DE RECHERCHE SUR LES MILIEUX	Une saine gestion des matières résiduelles dans les ICI des Îles-de-la-Madeleine	8 050 \$
COMMISSION SCOLAIRE DE KAMOURASKA RIVIÈRE-DU-LOUP	Superbac, le super héros écolo!	10 107 \$
CONCERTACTION ESTRIE	Accompagnement d'ICI en gestion des matières résiduelles	13 949 \$
ENVIRO ÉDUC ACTION	Programme écoles écocitoyennes de l'Outaouais - Cohorte sept 2015 juin 2017, volet Gestion des matières résiduelles	14 350 \$
EUREKO	Campagne de communication et de sensibilisation sur la gestion des matières résiduelles	1 556 \$
GESTION EVENKO INC. / FESTIVAL OSHEAGA	Étude pour mettre en place un système de gestion environnemental	5 442 \$
GRAME - GR. DE RECH. EN MACROÉCOLOGIE	3RV: Je me mobilise pour réduire les déchets à la source.	7 965 \$
HÉRITAGE SAINT-BERNARD	Célébrons les 10 ans du bac bleu	5 819 \$
NATURE QUÉBEC	Faire Flèche de tout bois	10 215 \$
RESEAU QUÉBÉCOIS DES FEMMES EN ENVIRONNEMENT	Scène Écoresponsable	2 240 \$
TABLE DE CONCERTATION SUR LA FAIM ET LE DÉVELOPPEMENT	Escouade anti-gaspillage alimentaire - Phase II	17 185 \$
VILLE EN VERT /ÉCO QUARTIER AHUNTSIC CARTIER	Opération compostage 2013- VOLET 3	2 500 \$

ORGANISME BÉNÉFICIAIRES	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
-------------------------	-------------------------	---------

Économie sociale et mobilisation des collectivités -Organismes communautaires nationaux

VOLET 3 - Appui à des actions d'information, de sensibilisation et d'éducation (ISÉ) en faveur de la réduction à la source, du r		
CYCLO NORD-SUD	Augmentation des points de chute pour la récupération des vélos usagés	1 862 \$
FONDATION QUÉBÉCOISE EN ENVIRONNEMENT	Ateliers scientifiques sur le thème de la biométhanisation	9 330 \$

Performance des ICI en GMR

9096-6672 QUÉBEC INC(CAMPING LAC GEORGES)	volet 2	5 124 \$
9259-7269 QUÉBEC INC.	volet 2	4 200 \$
BARRY CALLEBAUT CANADA INC.	volet 2	10 000 \$
CONSEIL CENTRAL DES SYNDICATS NATIONAUX	volet 2	1 326 \$
ENTREPRISE PÂTES ET CROÛTES INC.	volet 2	5 460 \$
MANUFACTURE LEVITON DU CANADA LTÉE.	volet 1 & 2	8 336 \$
SÉCURITÉ DSI INC.	volet 2	5 460 \$

Liste aides retournées, non utilisées

115161 CANADA INC. (REMCO)	volet 2	(4 326) \$
7590-300 CANADA INC (MARCHÉ TOPPELLA DORVA	volet 1 & 2	(3 741) \$
CENTRE JEUNESSE LAVAL	volet 2	(8 099) \$
COOP DE PRODUCTEURS MULTIVEG INC.	volet 2	(2 182) \$
COOPÉRATIVE D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRIC	volet 2	(2 392) \$
LES PRODUITS DE VIANDES PAC-RITE INC.	volet 2	(3 759) \$
SERVICE ALIMENTATION DESCO INC.	volet 2	(7 330) \$
UNIVERSITÉ CONCORDIA	volet 2	(2 520) \$

Regroupement des ICI -Volet 3 -

Accroître la performance de récupération et mise en valeur des matières résiduelles

CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE BROME-MISSIS	volet 3	16 875
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO) -Cantley	volet 3	2 312 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO) -Gracefield	volet 3	1 541 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO) -Grand Remous	volet 3	1 367 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO) -La Pêche	volet 3	2 316 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO) -Maniwaki	volet 3	1 897 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO) -Val des Monts	volet 3	2 264 \$
COOPÉRATIVE DU QUARTIER PETIT CHAMPLAIN	volet 3	3 518 \$
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DE SHERBROOKE	volet 3	6 017 \$
GROUPE LECLERC ARCHITECTURE + DESIGN INC.	volet 3	20 700
MRC DE KAMOURASKA	volet 3	10 000 \$
SADC DE LA HAUTE-CÔTE-NORD INC.	volet 3	2 119 \$
SADC DE LA RÉGION DE COATICOOK	volet 3	1 631 \$
SDC PETITE ITALIE -MARCHÉ JEAN TALON	volet 3	3 166 \$
SHERBROOKE INNOPOLE	volet 3	7 385 \$
SOCIÉTÉ D'AIDE AU DÉV. DES COLL. DU HAUT-SAGUENAY	volet 3	6 936 \$

ORGANISME BÉNÉFICIAIRES	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
-------------------------	-------------------------	---------

Regroupement des ICI : Transition vers l'économie circulaire (APTEC)		
CCICQ	Création ou extension de symbioses industrielles	49 680 \$
CIRADD- CENTRE D'INITIATION À LA RECHERCHE	Création ou extension de symbioses industrielles	54 806 \$
COMITÉ 21 QUÉBEC	Création ou extension de symbioses industrielles	52 894 \$
CRE CAPITALE NATIONALE	Création ou extension de symbioses industrielles	54 000 \$
LANAUDIÈRE ÉCONOMIQUE	Dynamisation et expansion de la symbiose des ICI de Lanaudière.	72 000 \$
MRC DE SEPT-RIVIÈRES	Création ou extension de symbioses industrielles	50 770 \$
MRC VALLÉE-DU-RICHELIEU	Création ou extension de symbioses industrielles	54 000 \$
SADC MATANE	Création ou extension de symbioses industrielles	54 000 \$
SDED-SOC. DE DÉV. ÉCO. DRUMMONDVILLE	Création ou extension de symbioses industrielles	44 700 \$
SYNERGIE ÉCONOMIQUE LAURENTIDES	Création ou extension de symbioses industrielles	72 000 \$

Performance des centres de tri -Volet B : Amélioration

CENTRE DE TRI BOUFFARD INC	Mécanisation du centre de tri (pré-tri, séparateurs carton/balistique/fines, soufflerie, balance)	11 674 \$
RÉCUPÉRATION MAURICIE	Révision des procédés de séparation automatisés et récupération de plus de 50% de matières recyclables (contenants de plastique, canettes pellicule de plastique)	288 000 \$

Performance centres de tri -Appel à proposition Volet I

PLASTIMUM	Récupération et valorisation des résidus provenant des bassins	175 000 \$
TRICENTRIS, CENTRE DE TRI	Ajout de silos pour permettre la vente de poudre de verre en vrac	79 303 \$

Programme Réduction à la source: Gaspillage alimentaire & Écogestion chantier

A03124 - COLLECTIVITÉS ÉCOLOGIQUES BAS-ST-LAURENT (CO-ÉCO)	Réemploi des matériaux CRD visant la récupération, mise en valeur et mise en marché des matériaux issus de la CRD résidentiels, commerciaux et agricoles	234 618 \$
ATELIER 7 À NOUS	Projet de réfection des éléments structuraux de maçonnerie pour le Collectif 7 à nous qui offrira des espaces locatifs abordables pour organismes communautaires et entreprises d'économie sociale, de partage et d'autonomie collective.	232 367 \$
BANQUES ALIMENTAIRES DU QUÉBEC (BAQ)	Compléter le déploiement provincial permettant de récupérer des denrées en surplus et/ou en fin de vie et mise en place d'un mode opératoire unique au Québec pour la récupération en supermarchés.	158 080 \$
CENTRE DE DÉVELOPPEMENT BIOALIMENTAIRE DU QUÉBEC (CDBQ)	Valorisation des viandes fraîches des épiceries et réduire les rejets par optimisation du poids des portions à emballer, traitement par hautes pressions hydrostatiques augmentant la conservation et transformer les invendus en prêts à manger.	160 000 \$
CERMIM ET RÉ-UTILES CENTRE DE RECHERCHE SUR LES MILIEUX	Mise en place d'outils et services favorisant la réduction et le réemploi des résidus de construction, étude du milieu de la construction locale et documenter en vue de générer des guides informatifs pratiques.	278 880 \$
JUS LOOP INC.	Projet de récupération des pertes de la pulpe de fruits et légumes lors de la fabrication de jus et détourner de l'enfouissement des produits frais en créant un partenariat avec fabricants de nourriture animale.	398 939 \$
MOISSON QUÉBEC	Projet de développement du programme de récupération dans les supermarchés pour l'achat de 2 camions, emballeuse automatique et chariot élévateur afin d'atteindre une quarantaine de magasins participants.	140 734 \$

ORGANISME BÉNÉFICIAIRES	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
-------------------------	-------------------------	---------

Programme gestion des mat. Rsid. Des Construct. Rénov. Démolit. (CRD)

ÉCOHABITATION		22 534 \$
---------------	--	-----------

Soutien centres de tri -CRD

CENTRE DE TRI D'ARGENTEUIL INC.	Dans le cadre du Programme de soutien aux installations de tri de résidus de CRD.Dans le cadre du Programme de soutien aux installations de tri de résidus de CRD. Payable en un seul versement.	22 528 \$
CENTRE DE TRI BOUFFARD INC.	Dans le cadre du Programme de soutien aux installations de tri de résidus de CRD.Dans le cadre du Programme de soutien aux installations de tri de résidus de CRD. Payable en un seul versement.	86 952 \$
MULTI RECYCLAGE S.D. INC.	Dans le cadre du Programme de soutien aux installations de tri de résidus de CRD.Dans le cadre du Programme de soutien aux installations de tri de résidus de CRD. Payable en un seul versement.	160 000 \$
CONTENEURS KRT INC.	Dans le cadre du Programme de soutien aux installations de tri de résidus de CRD.Dans le cadre du Programme de soutien aux installations de tri de résidus de CRD. Payable en un seul versement.	160 000 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 15
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

Cette information n'est pas disponible.

